ML. - 1 - L. 6985/1.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 4 janvier 1960, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglant l'avancement au grade de cryptographe au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 26 janvier 1960 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 4e januari 1960 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de bevordering tot de graad van cryptograaf bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel", heeft de 26e januari 1960 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

Le projet concerne le nouveau grade de cryptographe créé par l'arrêté royal du 8 février 1958 portant fixation du cadre des fonctions du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (Moniteur belge du 13 février). Cet arrêté prévoit, en effet, quatre emplois de cryptographe au service de la "Chancellerie du Cabinet". Ce grade est créé à l'intention d'agents dont les tâches, malgré leur caractère délicat, restent des tâches d'exécution.

Déjà sous cette même dénomination de cryptographe, l'arrêté du Régent du 12 février 1947, qui portait également fixation du cadre organique des fonctions du Ministère (Moniteur belge des 17-18 février), avait créé un grade spécial qui devait correspondre à des fonctions de direction. Pour ce motif, ce grade avait été classé en première catégorie par l'arrêté du 14 mai 1952, alors que, comme on va le signaler, le nouveau grade de cryptographe créé par l'arrêté du 8 février 1958 sera classé par le projet en troisième catégorie. Selon les renseignements communiqués par le fonctionnaire compétent, l'ancien grade de cryptographe créé par l'arrêté du 12 février 1947 n'a jamais été attribué. Il a été supprimé par l'arrêté royal du 8 février 1958.

Le projet a un double objet. Il tend en premier lieu à classer le nouveau grade de cryptographe dans une des quatre catégories entre lesquelles sont répartis les grades des agents de l'Etat; il tend, en second lieu, à régler l'avancement à ce grade. L'intitulé du projet aurait l'avantage d'être plus exact s'il indiquait chacun de ces deux objets.

.../...

A. Pour ce qui est du classement du grade.

I. En vue de permettre l'application des règles du statut des agents de l'Etat, le projet détermine celle des catégories prévues par l'article 3 de l'arrêté du 2 octobre 1937 à laquelle appartient le grade de cryptographe. Le projet classe ce grade en troisième catégorie. Pour éviter toute équivoque, il serait nécessaire de supprimer la mention du grade de cryptographe dans la liste des grades de première catégorie contenue dans le tableau des grades du Ministère des Affaires étrangères, annexé à l'arrêté royal du 30 mars 1939 et modifié par l'arrêté du 14 mai 1952.

II. On constate que, pour classer un grade créé au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le Gouvernement tantôt, comme dans le présent projet, recourt à une disposition indépendante (1), tantôt, au contraire, recourt à une modification de l'arrêté royal du 14 mai 1952 portant le classement des fonctions du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. C'est cette dernière méthode qui a été suivie dans le projet soumis au Conseil d'Etat le 18 novembre 1959, qui avait pour seul objet de classer les grades de rédacteur-comptable et de commis-comptable.

.../...

---

(1) On peut aussi citer comme exemples l'arrêté royal du 24 janvier 1959 relatif au grade de chef de l'expédition au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur (Moniteur belge du 6 février) et le premier projet relatif aux grades de rédacteur-comptable et de commis-comptable soumis le 19 mars 1959.

Ces divergences de présentation ne sont pas heureuses. Au surplus, le recours à des dispositions indépendantes pour le classement des grades a l'inconvénient de rendre incomplet le tableau établi par l'arrêté du 14 mai 1952. Cette méthode s'explique toutefois parce que l'arrêté du 14 mai 1952 est entaché de plusieurs imperfections. Son intitulé le présente comme un arrêté indépendant,alors qu'en réalité il modifie un tableau annexé à l'arrêté royal du 30 mars 1939. En outre, l'arrêté du 14 mai 1952 classe seulement les grades par catégorie et s'abstient de les classer par grade général, comme ce serait nécessaire pour éviter des difficultés dans l'application de l'article 72 du statut des agents de l'Etat (arrêts du Conseil d'Etat, section d'administration, du 18 février 1952, n° 3158; du 3 juin 1955, n° 4325; du 19 juillet 1956, n° 5293).

Enfin, l'arrêté royal du 14 mai 1952 n'a pas été mis à jour; il ne fait pas mention de certains grades, de telle sorte qu'il n'est pas possible d'y indiquer avec précision la place des nouveaux grades créés. En conséquence, le Conseil d'Etat n'estime pas devoir proposer au Gouvernement de présenter l'article 1er du projet comme une disposition modificative de l'arrêté du 14 mai 1952. La disposition indépendante énoncée à l'article 1er du projet peut être admise. Elle permet de résoudre de manière immédiate la question du classement du nouveau grade de cryptographe. Toutefois, il se recommanderait ensuite de prendre sans tarder un nouvel arrêté mettant

.../...

à jour le classement des grades créés au Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, indiquant le rang de chacun des grades au sein de chaque catégorie, et les groupant par grade général. Il conviendrait de publier cet arrêté au Moniteur belge, étant donné l'intérêt que semblable arrêté présente pour l'application du statut des agents de l'Etat. Il est anormal,en effet, que l'arrêté du 14 mai 1952 n'ait pas été publié.

III. Le règlement organique du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur établi par l'arrêté royal du 14 janvier 1954 prévoit aussi un classement des grades existant au Ministère en vue de fixer le rang hiérarchique des titulaires (article 19). Il détermine la correspondance entre les grades des carrières de l'administration centrale, du service extérieur, de chancellerie et des fonctions spécialisées (article 32). A cet effet, un tableau est annexé au règlement organique du 14 janvier 1954.

Selon les explications données par le fonctionnaire compétent, il est sans utilité de compléter le tableau annexé au règlement organique du 14 janvier 1954 par la mention de grades de troisième catégorie tels que le grade de cryptographe auquel le projet est relatif. En effet, il n'y a pas de grades de la carrière du service extérieur ou de la carrière de chancellerie qui correspondent à ce grade de la carrière de l'administration centrale. Et il n'y a pas de difficulté qui puisse surgir au sujet du rang hiérarchique des titulaires du grade de cryptographe. En raison de ces considérations, le Conseil d'Etat ne croit pas devoir, en l'espèce, recommander de compléter le tableau annexé au règlement organique du 14 janvier 1954.

.../...

B. Pour ce qui est des règles relatives à l'avancement au grade de cryptographe.

I. Tel que l'article 2 est rédigé dans le projet du Gouvernement, il pourrait être compris en ce sens qu'il attribuerait au Ministre le pouvoir de choisir de manière complètement discrétionnaire l'agent à nommer. L'article dérogerait ainsi aux règles établies par le statut pour l'avancement au sein de la troisième catégorie. Selon les renseignements donnés par le fonctionnaire compétent, l'intention du Gouvernement est, au contraire, de laisser jouer pour l'avancement au grade de cryptographe les règles ordinaires énoncées aux articles '70 à 75 de l'arrêté du 2 octobre 1937 et aux articles '20 à 24 de l'arrêté royal du 7 août 1939, rendues applicables par l'article 37 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. L'article 2 du projet n'a donc pas d'autre objet que d'imposer des conditions supplémentaires de nomination consistant : 1) en la possession du grade de commis ou de commis principal; 2) en une "ancienneté de dix années de services administratifs à l'Etat". Le Conseil d'Etat proposera ci-dessous une modification du texte en vue de mieux faire apparaître que l'article 2 du projet se borne à imposer des conditions supplémentaires de nomination.

Il n'y a donc aucune dérogation au statut. La procédure ordinaire établie pour l'avancement de grade en troisième catégorie devra être suivie :

.../...

1° les agents réunissant les conditions requises et ayant le signalement "très bon" bénéficieront d'une priorité absolue par rapport aux agents ayant seulement le signalement "bon" (article 22, alinéa 2, de l'arrêté royal du 7 août 1939);

2° il y aura lieu d'établir un classement à l'ancienneté des agents susceptibles d'être nommés (article 22, alinéa 3). Pour ce classement, l'ancienneté sera calculée selon les règles ordinaires, alors que l'ancienneté requise par le projet à titre de condition supplémentaire de nomination sera calculée selon les règles spéciales énoncées dans l'article examiné,qui permettent de prendre en considération tous les services accomplis sans faire de distinction selon le grade, la catégorie ou l'administration, pour autant qu'il s'agisse d'un service de l'Etat à l'exclusion d'un service d'un organisme d'intérêt public.

II. L'article 20,c, de l'arrêté royal du 7 août 1939, modifié par l'arrêté royal du 24 juin 1953, dispose que "l'avancement de grade est attribué ... c) pour les agents de troisième ou quatrième catégorie,par le Ministre ou le chef d'administration auquel le Ministre a confié ce pouvoir". L'article 2 du projet attribue au Ministre seulement le pouvoir de nommer les cryptographes et, en ne permettant pas la délégation, déroge à l'article 20, c, de l'arrêté royal du 7 août 1939. Semblable dérogation au statut n'est pas nécessaire pour atteindre le but poursuivi. Pour que le pouvoir de nommer les cryptographes demeure dans la compétence du Ministre, il suffit que celui-ci s'abstienne d'accorder une délégation ou, le cas échéant, retire la délégation qui aurait été accordée en application de l'article 20, c, de l'arrêté royal du 7 août 1939. Le fonctionnaire compétent a exprimé son accord à la suppression des mots "(sont choisis) par le Ministre".

.../...

C. Pour ce qui est des formalités prescrites.

Le projet a été délibéré en Conseil des Ministres et soumis au Comité général de consultation syndicale pour satisfaire au prescrit du texte originaire de l'article 4 du statut du 2 octobre 1937. Depuis lors, une modification apportée à cet article 4 par un arrêté royal du 7 décembre 1959, publié au Moniteur belge du 14 décembre, a substitué pour les arrêtés d'exécution du statut des agents de l'Etat, propres à un Ministère, qui ne contiennent aucune dérogation à ce statut, la formalité de l'avis du Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions à la formalité de la délibération en Conseil des Ministres. La conséquence en est que, pour ces arrêtés, le comité de consultation syndicale du département est devenu compétent au lieu du comité général. Les formalités accomplies avant la modification de l'article 4 du statut par l'arrêté du 7 décembre 1959 continuent à suffire. Il n'y a pas lieu de soumettre le projet aux formalités nouvelles qui y ont été substituées par l'arrêté du 7 décembre 1959. Toutefois, pour éviter toute confusion, il conviendrait d'indiquer au préambule de l'arrêté la date de l'avis du comité général de consultation syndicale et la date de la délibération en Conseil des Ministres.

D. Pour ce qui est des dispositions relatives à l'entrée en vigueur et à l'exécution de l'arrêté (article 3 du texte du Gouvernement).

L'usage est d'énoncer dans des articles distincts les dispositions relatives à l'entrée en vigueur d'un arrêté royal et celles qui déterminent les Ministres chargés de son exécution.

\+

\+ \+

En vue de tenir compte des observations qui précèdent et, en outre, en vue d'apporter quelques améliorations de forme au projet, le Conseil d'Etat propose le texte suivant :

ARRETE ROYAL CLASSANT LE GRADE DE CRYPTOGRAPHE CREE AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DU COMMERCE EXTERIEUR, ET REGLANT L'AVANCEMENT A CE GRADE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 4, modifié par l'arrêté royal du 7 décembre 1959;

Vu l'arrêté royal du 30 mars 1939 sur le classement des agents de l'Etat en catégories, modifié notamment par l'arrêté royal du 27 janvier 1953;

Vu l'arrêté royal du 7 août 1939 sur le signalement et l'avancement des agents de l'Etat;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 1952 portant le classement des fonctions des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;

Vu l'arrêté royal du 8 février 1958 portant fixation du cadre des fonctions du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;

Considérant que le grade de cryptographe, créé par l'arrêté du Régent du 12 février 1947 portant fixation du cadre organique et des barèmes du personnel du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur et classé en première catégorie par l'arrêté royal du 14 mai 1952 a été supprimé par l'arrêté royal du 8 février 1958;

Considérant que, sous cette même dénomination de cryptographe, l'arrêté royal du 8 février 1958 a créé un nouveau grade à l'intention des agents chargés de rédiger en chiffres et de déchiffrer les dépêches du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur;

Considérant qu'en raison de la nature des fonctions auxquelles il correspond, il y a lieu de classer le nouveau grade de cryptographe en troisième catégorie;

Considérant que les tâches confiées aux cryptographes exigent des conditions particulières de confiance et d'expérience;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale, donné le 29 juillet 1959;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

.../...

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères et de Notre Ministre du Commerce extérieur, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil le 27 novembre 1959,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

La mention du grade de cryptographe est supprimée dans la liste des emplois de première catégorie contenue dans le tableau des grades du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur annexé à l'arrêté royal du 30 mars 1939, modifié par l'arrêté royal du 14 mai 1952.

Article 2.-

Le grade de cryptographe, créé par l'arrêté royal du 8 février 1958 portant fixation du cadre des fonctions du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, est classé en troisième catégorie.

Article 3.- (article 2 du texte du Gouvernement)

Nul ne peut être promu au grade de cryptographe s'il n'a le grade de commis ou de commis principal de la carrière de l'administration centrale et s'il ne compte dix ans de service dans une administration de l'Etat.

.../...

Article 4.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 5.-

Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre du Commerce extérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Le Ministre du Commerce extérieur,

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het ontwerp handelt over de nieuwe graad van cryptograaf, die ingesteld is door het koninklijk besluit van 8 februari 1958 houdende vaststelling van het kader der betrekkingen van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel (Staatsblad van 13 februari). Dit besluit noemt vier betrekkingen van cryptograaf bij de dienst van de "kanselarij van het kabinet". De graad is ingesteld ten behoeve van personeelsleden wier werk, hoe kies ook, uitvoeringswerk blijft.

Reeds het besluit van de Regent van 12 februari 1947, dat eveneens het organiek kader van de ambten van hetzelfde Ministerie (Belgisch Staatsblad 17-18 februari) vaststelde, had, onder dezelfde benaming van cryptograaf, een bijzondere graad ingesteld die met een bestuursfunctie moest overeenstemmen. Daarom had het besluit van 14 mei 1952 die graad in de eerste categorie gerangschikt, terwijl het ontwerp, zoals verder zal worden opgemerkt, de nieuwe, door het besluit van 8 februari 1958 ingestelde graad van cryptograaf bij de derde categorie indeelt. Volgens de inlichtingen van de bevoegde ambtenaar werd de vroegere, door het besluit van 12 februari 1947 ingestelde graad van cryptograaf, nooit toegekend. Het koninklijk besluit van 8 februari 1958 heeft hem afgeschaft.

Het ontwerp heeft een tweeledig doel. In de eerste plaats wil het de nieuwe graad van cryptograaf indelen bij een der vier categorieën waartoe de graden van het Rijkspersoneel behoren; in de tweede plaats wil

.../...

het de bevordering tot deze graad regelen. Het opschrift zou nauwkeuriger zijn als het dit tweeledig doel tot uiting bracht.

A. Wat de rangschikking van de graad betreft.

I. Opdat de regelen van het statuut van het Rijkspersoneel kunnen worden toegepast, bepaalt het ontwerp tot welke van de in artikel 3 van het besluit van 2 oktober 1937 genoemde categorieën de graad van cryptograaf behoort, namelijk tot de derde. Om dubbelzinnigheid te vermijden,ware het nodig, de graad van cryptograaf te schrappen van de lijst van de graden eerste categorie, zoals die gegeven wordt in de tabel van de graden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1939 en gewijzigd door het besluit van 14 mei 1952.

II. Om een bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en van Buitenlandse Handel ingestelde graad te rangschikken,werkt de Regering nu eens, zoals in het onderhavige ontwerp, met een zelfstandige bepaling (1), dan weer met een wijziging in het koninklijk besluit van 14 mei 1952 houdende indeling der ambten van het personeel van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel. Deze laatste methode werd gevolgd in het op 18 november 1959 aan de Raad van State voorgelegde ontwerp, dat er alleen toe strekte de graden van opsteller-rekenplichtige en klerk-rekenplichtige te rangschikken.

.../...

(1) Andere voorbeelden zijn nog, het koninklijk besluit van 24 januari 1959 betreffende de graad van hoofd van de verzendingsdienst bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel (Belgisch Staatsblad 6 februari),en het eerste ontwerp betreffende de graden van opsteller-rekenplichtige en van klerk-rekenplichtige, voorgelegd op 19 maart 1959.

Dit verschil in werkwijze is niet zeer gelukkig. Aan het gebruik van zelfstandige bepalingen voor de rangschikking van graden is bovendien het bezwaar verbonden, dat de door het besluit van 14 mei 1952 vastgestelde tabel daarmee onvolledig wordt. De werkwijze is evenwel verklaarbaar doordat het besluit van 14 mei 1952 een aantal gebreken vertoont. Volgens het opschrift is het een zelfstandig besluit terwijl het in feite een bij het koninklijk besluit van 30 maart 1939 gevoegde tabel wijzigt. Daarenboven rangschikt het de graden alleen per categorie en niet tevens per algemene graad, zoals nodig zou zijn geweest ter voorkoming van moeilijkheden bij de toepassing van artikel 72 van het statuut van het Rijkspersoneel (arresten van de Raad van State, afdeling administratie, 18 februari 1952, nr 3158; 3 juni 1955, nr 4325; 19 juli 1956, nr 5293).

Ten slotte is het koninklijk besluit van 14 mei 1952 nooit bijgewerkt; sommige graden worden er niet in opgegeven, zodat de nieuw ingestelde onmogelijk kunnen worden ingepast. Daarom meent de Raad van State aan de Regering niet te moeten voorstellen, artikel 1 van het ontwerp de vorm te geven van een bepaling tot wijziging van het besluit van 14 mei 1952. De zelfstandige bepaling van artikel 1 van het ontwerp is aanvaardbaar. Zij doet een onmiddellijke oplossing aan de hand voor het vraagpunt van de nieuwe graad van cryptograaf. Het ware echter raadzaam niet te wachten met een nieuw besluit, dat de rangschikking van de bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel ingestelde graden zou bijwerken onder opgave van de rang van elk der graden in elke categorie en van

.../...

hun groepering per algemene graad. Dit besluit zou, wegens zijn belang voor de toepassing van het statuut van het Rijkspersoneel, in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt. Dat dit met het besluit van 14 mei 1952 niet is gebeurd, is ongewoon.

III. Het organiek reglement van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en van Buitenlandse Handel vastgesteld door het koninklijk besluit van 14 januari 1954, bepaalt ook een rangschikking van de op het Ministerie bestaande graden met het oog op de vaststelling van de hiërarchische rang der titularissen (artikel 19). Het bepaalt de overeenstemming tussen de graden van de carrières hoofdbestuur, buitenlandse dienst, kanselarij en gespecialiseerde ambten (artikel 32). Te dien einde gaat bij het organiek reglement van 14 januari 1954 een tabel.

Volgens de uitleg van de bevoegde ambtenaar heeft het geen nut, de bij het organiek reglement van 14 januari 1954 gevoegde tabel aan te vullen met graden derde categorie als die van cryptograaf waarop het ontwerp betrekking heeft. De carrières buitenlandse dienst of kanselarij kennen geen graden welke met die graad van de carrière hoofdbestuur overeenstemmen. Ten aanzien van de hiërarchische rang van de titularissen van de graad van cryptograaf kan geen moeilijkheid rijzen. Om al deze redenen meent de Raad van State in dit geval geen aanvulling van de tabel bij het organiek reglement van 14 januari 1954 in overweging te moeten geven.

B. Wat de regelen inzake bevordering tot de graad van cryptograaf betreft.

.../...

I. Zoals het ontwerp-artikel 2 is geredigeerd,kan het zo worden begrepen dat het de Minister een volkomen discretionaire bevoegdheid voor het kiezen van de te benoemen beambte verleent. Het artikel zou dan afwijken van de door het statuut vastgestelde regelen voor de bevordering binnen de derde categorie. Naar de bevoegde ambtenaar verklaarde, bedoelt de Regering echter, dat voor de bevordering tot de graad van cryptograaf te werk zal worden gegaan volgens de gewone regelen, neergelegd in de artikelen 70 tot 75 van het besluit van 2 oktober 1937 en 20 tot 24 van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, en toepasselijk gemaakt door artikel 37 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel. Artikel 2 van het ontwerp dient dus alleen om bijkomende benoemingsvereisten te stellen, namelijk : 1) bezit van de graad van klerk of eerstaanwezend klerk ; 2) bezit van "tien jaren administratieve dienstanciënniteit bij de Staat". De Raad van State geeft verderop een tekstwijziging in overweging om beter te doen uitkomen, dat artikel 2 zich tot het stellen van bijkomende benoemingsvereisten beperkt.

Van het statuut wordt dus niet afgeweken. De gewone procedure voor bevordering in graad binnen de derde categorie zal moeten worden gevolgd :

1° personeelsleden die aan de vereisten voldoen èn het signalement "zeer goed" hebben, gaan onvoorwaardelijk vóór degenen die alleen maar het signalement "goed" hebben (artikel 22, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 oktober 1939) ;

.../...

2° van de benoembare personeelsleden moet een rangschikking volgens anciënniteit worden opgemaakt (artikel 22, derde lid). Voor deze rangschikking wordt de anciënniteit volgens de gewone regelen berekend, terwijl de door het ontwerp als bijkomende benoemingsvoorwaarde vereiste anciënniteit wordt berekend volgens de in het onderzochte artikel neergelegde bijzondere regelen, die het mogelijk maken met alle verrichte diensten rekening te houden, zonder onderscheid van graad, categorie of administratie, voor zover het om een Rijksdienst en niet om een dienst van een instelling van openbaar nut gaat.

II. Artikel 20, c, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939, gewijzigd door het koninklijk besluit van 24 juni 1953, bepaalt dat de "bevordering tot een hogere graad wordt toegekend ... c) voor het personeel der derde en vierde categorie door de Minister of door het hoofd van het bestuur aan wie de Minister deze macht heeft toevertrouwd". Artikel 2 van het ontwerp kent de bevoegdheid tot het benoemen van cryptografen alleen aan de Minister toe; door geen overdracht toe te staan, wijkt het af van artikel 20, c, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939. Ook zonder zulk een afwijking van het statuut kan het beoogde doel worden bereikt. Wil de Minister de bevoegdheid tot het benoemen van cryptografen voor zich zelf behouden, dan is het voldoende dat hij zich van overdracht onthoudt of, bij voorkomend geval, de overdracht, die bij toepassing van artikel 20, c, van het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 mocht zijn

.../...

toegestaan, intrekt. De bevoegde ambtenaar heeft zich akkoord verklaard om de woorden "(worden) door de Minister (gekozen)" te schrappen.

C. Wat de voorgeschreven formaliteiten betreft.

Over het ontwerp werd door de in raad vergaderde Ministers beraadslaagd en werd de algemene syndicale raad van advies geraadpleegd, ter voldoening aan het voorschrift van de oorspronkelijke tekst van artikel 4 van het statuut van 2 oktober 1937. Sedertdien heeft een koninklijk besluit van 7 december 1959 (Belgisch Staatsblad 14 december) dit artikel 4 zo gewijzigd, dat over besluiten, die voor een bepaald departement het statuut van het Rijkspersoneel uitvoeren zonder ervan af te wijken, geen beraadslaging in Ministerraad is vereist, maar wel advies van de Minister die het algemeen bestuur onder zijn bevoegdheid heeft. Dientengevolge is voor deze besluiten de syndicale raad van advies van het departement bevoegd geworden in plaats van de algemene raad. Met de formaliteiten die waren vervuld alvorens het besluit van 7 december 1959 artikel 4 van het statuut had gewijzigd, kan nog steeds worden volstaan. De nieuwe formaliteiten waardoor dat besluit de oude heeft vervangen, hoeven voor het ontwerp niet te worden vervuld. Opdat er echter geen verwarring kan zijn, ware het raadzaam in de aanhef van het ontwerp-besluit de data van het advies van de algemene syndicale raad van advies en van de beraadslaging in Ministerraad op te geven.

D. Wat de bepalingen over inwerkingtreding en uitvoering van het besluit betreft (artikel 3 van de tekst van de Regering).

.../...

Gebruikelijk is, dat afzonderlijke artikelen worden gewijd aan de bepalingen betreffende de inwerkingtreding van een koninklijk besluit en aan die welke de Ministers met de uitvoering belasten.

\+

\+ \+

Met inachtneming van de bovenstaande opmerkingen stelt de Raad van State de hierna volgende tekst voor, waarin hij ook enige vormverbeteringen heeft aangebracht.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE RANGSCHIKKING VAN DE GRAAD VAN CRYPTOGRAAF BIJ HET MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN EN BUITENLANDSE HANDEL EN REGELING VAN DE BEVORDERING TOT DEZE GRAAD.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet ;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 december 1959 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 1939 omtrent de indeling in categorieën van het Rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 januari 1953 ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 7 augustus 1939 betreffende het signalement en de bevordering van het Rijkspersoneel ;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 1952 houdende indeling der ambten van het personeel van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel ;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 februari 1958 houdende vaststelling van het kader der betrekkingen van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel ;

Overwegende dat de graad van cryptograaf, ingesteld door het besluit van de Regent van 12 februari 1947 houdende vaststelling van het organiek kader en van de weddeschalen van het personeel van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, en in de eerste categorie gerangschikt door het koninklijk besluit van 14 mei 1952, is afgeschaft door het koninklijk besluit van 8 februari 1958 ;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 8 februari 1958 onder dezelfde benaming van cryptograaf een nieuwe graad heeft ingesteld ten behoeve van de personeelsleden, die ermede belast zijn de berichten van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel in cijferschrift op te stellen en te ontcijferen ;

.../...

Overwegende dat de nieuwe graad van cryptograaf met een zodanige functie overeenstemt, dat hij in de derde categorie moet worden gerangschikt ;

Overwegende dat voor het werk cryptograaf in bijzondere mate vertrouwen en ervaring zijn vereist ;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies, gegeven op 29 juli 1959 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken en van Onze Minister van Buitenlandse Handel en op het advies van Onze op 27 november 1959 in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De vermelding van de graad van cryptograaf wordt geschrapt van de lijst der betrekkingen van de eerste categorie die voorkomt in de tabel van de graden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en van Buitenlandse Handel, gevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1939, gewijzigd door het koninklijk besluit van 14 mei 1952.

.../...

Artikel 2.-

De graad van cryptograaf,ingesteld door het koninklij besluit van 8 februari 1958 houdende vaststelling van het kader der betrekkingen van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, wordt in de derde categorie gerangschikt.

Artikel 3.-(artikel 2 van de tekst van de Regering)

Niemand kan tot de graad van cryptograaf worden bevorderd tenzij hij de graad van klerk of van eerstaanwezend klerk van de carrière hoofdbestuur bezit en tien jaar dienst bij een Rijksbestuur telt.

Artikel 4.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 5.-

Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Buitenlandse Handel zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Buitenlandse Zaken,

De Minister van Buitenlandse Handel,

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
F. VAN GOETHEM, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.Ch.HUBERLANT,auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H.Ch.HUBERLANT,auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.